

**Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne**  
*Convention collective de travail du 18 janvier 2021*

Prime d'encouragement en faveur des travailleurs des secteurs du non marchand de la Commission communautaire française

La présente convention est prise en vertu de l'Arrêté 2020/2599 du 15 décembre 2020 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'octroi d'une prime d'encouragement en faveur des travailleurs des secteurs du non marchand de la Commission communautaire française.  
Le système de soins de santé est touché de plein fouet et à nouveau mis sous pression par la 2ème vague de COVID-19. La mobilisation du personnel des secteurs associatifs régionalisés, dans le soutien à la population lors de cette crise sanitaire, s'est avérée cruciale : elle doit être reconnue et encouragée. C'est la raison pour laquelle le Collège de la Commission Communautaire Française a décidé, à titre exceptionnel, d'octroyer une prime d'encouragement au personnel des secteurs associatifs relevant de sa compétence.

**CHAPITRE Ier. Champ d'application**

**Article 1er. Employeurs**

La présente convention s'applique aux employeurs ressortissant à la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne :

- Tels que définis et agréés par la Commission communautaire française via le décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances de demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle et ;
- Ayant une convention de partenariat avec Actiris telle que prévue par les arrêtés de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 1991 autorisant Actiris à conclure des conventions de partenariat en vue d'accroître les chances de certains demandeurs d'emploi de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle.

**Art. 2. Travailleurs**

§ 1er. Par "travailleurs", on entend : le personnel occupé au sens de la Loi sur les contrats de travail du 3 juillet 1978 affectés à des projets d'insertion socioprofessionnelle tels que définis par le Décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995.

Dans les Missions locales, sont concernés, outre le personnel énoncé ci-dessus :

- Les travailleurs affectés aux missions de l'ordonnance du 27 novembre 2008 relative au soutien des missions locales pour l'emploi et des "lokale werkwinkels" ;
- Les encadrants des programmes de transition professionnelle ainsi que ;
- Le personnel des ateliers de recherche active d'emploi.

§ 2. Sont exclus du champ d'application :

- Les travailleurs affectés à des missions relevant d'un autre agrément et bénéficiant des avantages relevant d'un accord non-marchand d'une autre entité fédérée,

- Les travailleurs affectés à des missions d'économie sociale d'insertion auprès d'employeurs agréés en vertu de l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à l'agrément et au financement des initiatives locales de développement de l'emploi et des entreprises d'insertion ou de l'ordonnance du 23 juillet 2018 relative à l'agrément et au soutien des entreprises sociales.

## CHAPITRE II.

### *Modalités de versement et montant de la prime*

**Art. 3.** Une prime d'encouragement est octroyée aux travailleurs visés à l'article 2 selon les modalités prévues dans la présente convention.

En cas de licenciement pour faute grave ou de démission du travailleur, la prime d'encouragement n'est pas due.

Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 6, la prime d'encouragement est payée au plus tard le 31 mars 2021.

**Art. 4.** A titre exceptionnel, le travailleur occupé à temps plein pendant toute la période de référence visée à l'article 5 bénéficie d'une prime d'encouragement qui s'élève à 985 euros brut.

#### **Art. 5.**

§ 1er. La prime d'encouragement est calculée au prorata du taux d'occupation et du régime de travail du travailleur.

§ 2. Pour les travailleurs à temps partiel, le montant de la prime est calculé au prorata de leur régime de travail par rapport au régime de travail à temps-plein pratiqué dans l'entreprise.

§ 3. Le taux d'occupation est calculé en fonction de la période pendant laquelle des prestations de service ont été effectuées ou assimilées auprès de l'employeur pendant la période de référence. La période de référence court du 1er janvier 2020 au 30 septembre 2020.

Chaque mois travaillé ou assimilé pendant la période de référence donne droit à 1/9ème du montant de la prime.

Une prestation mensuelle incomplète est calculée au prorata du nombre de jours prestés ou assimilés au cours du mois.

§ 4. Sont assimilées à une période d'occupation au sens du § 3 du présent article :

- La période d'absence couverte par une rémunération garantie en raison d'une maladie ou d'un accident d'origine non professionnelle ;
- La période d'absence donnant droit au paiement d'une rémunération de la part de l'employeur (à titre d'exemple : petits chômage, la totalité des jours de vacances annuelles de l'employé même si l'employeur n'en rémunère qu'une partie, ...) ;
- La période de vacances annuelles pour les ouvriers ;
- La période d'absence liée au repos pré ou post natal visée au chapitre 4 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail ;
- La période de congé de paternité ou de naissance visée à l'article 30, § 2 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;
- La période de congé d'adoption visée à l'article 30ter de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;
- La période de chômage temporaire liée à une mise en quarantaine.

### **CHAPITRE III. *Dispositions particulières***

**Art. 6.** Les parties conviennent explicitement que l'avantage accordé par la présente convention collective de travail ne sera effectivement octroyé aux travailleurs que pour autant que le Collège de la Commission communautaire française liquide intégralement les subventions dédiées au financement du montant visé à l'article 4 dans des délais permettant leur liquidation.

Au cas où les subventions décrites au présent article étaient liquidées dans un délai ne permettant pas leur liquidation comme prévu à l'article 3, l'employeur les versera au travailleur au plus tard dans le mois qui suit la liquidation de la subvention y afférent par l'Administration.

### **CHAPITRE IV. *Prise d'effet***

**Art. 7.** La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2020. Elle est conclue pour une durée déterminée et cessera ses effets le 31 mars 2021.

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

**Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest**

*Collectieve arbeidsovereenkomst van 18 januari 2021*

Aanmoedigingspremie ten gunste van de werknemers van de non-profitsectoren van de Franse Gemeenschapscommissie

Deze overeenkomst is gesloten op grond van het Besluit 2020/2599 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aanmoedigingspremie ten gunste van de werknemers van de non-profitsectoren van de Franse Gemeenschapscommissie.

De gezondheidszorg is frontaal getroffen door de 2de COVID 19 golf en staat opnieuw onder druk. Het inschakelen van het personeel uit de geregionaliseerde verenigingssectoren om de bevolking in deze gezondheidscrisis te ondersteunen is cruciaal gebleken: zijn inzet moet erkend en aangemoedigd worden. Daarom heeft het College van de Franse Gemeenschapscommissie, bij wijze van uitzondering, besloten om een aanmoedigingspremie toe te kennen aan het personeel uit de verenigingssectoren die onder haar bevoegdheid vallen.

**HOOFDSTUK I. Toepassingsgebied**

**Artikel 1 Werkgevers**

Deze overeenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franse en Duitstalige Gemeenschap en van het Waalse Gewest:

- zoals bepaald en erkend door de Franse Gemeenschapscommissie door het Decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning van organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laag geschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden of terugvinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling en;

- die een partnerschapsovereenkomst hebben met Actiris zoals bepaald door de Besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 27 juni 1991 houdende machtiging voor Actiris tot het sluiten van partnerschapsovereenkomsten ter vergroting van de kansen van bepaalde werkzoekenden om werk te vinden of terug te vinden in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling.

## **Art. 2. Werknemers**

§ 1. Onder "werknemers", wordt verstaan: het personeel tewerkgesteld in de zin van de wet op de arbeids-overeenkomsten van 3 juli 1978, aangesteld voor projecten voor socio-professionele inschakeling zoals bepaald door het Decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995.

Bij de "Missions locales" zijn betrokken, bovenop het personeel dat hierboven is vermeld:

- de werknemers aangesteld voor de opdrachten van de ordonnantie van 27 november 2008 betreffende de ondersteuning van de "missions locales pour l'emploi" en van de "lokale werkwinkels"
- de begeleiders van de doorstromingsprogramma's alsook:
- het personeel van de ateliers dat actief zoekt naar werk.

§2. Zijn uitgesloten van het toepassingsgebied:

- de werknemers aangesteld voor opdrachten die vallen onder een andere erkenning en die voordelen genieten die vallen onder een non-profitakkoord van een andere gefedereerde entiteit,
- de werknemers aangesteld voor opdrachten inzake sociale inschakelingseconomie bij werkgevers erkend krachtens de ordonnantie van 18 maart 2004 betreffende de erkenning en de financiering van de plaatselijke initiatieven voor de ontwikkeling van de werkgelegenheid en de inschakelingsondernemingen of de ordonnantie van 23 juli 2018 met betrekking tot de erkenning en de ondersteuning van de sociale ondernemingen.

## **HOOFDSTUK II.**

### ***Betalingswijze en bedrag van de premie***

**Art. 3.** Er wordt aan de werknemers bedoeld in artikel 2 een aanmoedigingspremie toegekend volgens de nadere regels bepaald in deze overeenkomst.

Bij ontslag om dringende reden of ontslag door de werknemer is de aanmoedigingspremie niet verschuldigd.

Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 6 wordt de aanmoedigingspremie uiterlijk uitbetaald op 31 maart 2021.

**Art. 4.** Bij wijze van uitzondering geniet de werknemer die voltijds tewerkgesteld is tijdens de volledige refertereperiode bedoeld in artikel 5, een aanmoedigingspremie van 985 euro bruto.

**Art. 5.**

§ 1. De aanmoedigingspremie wordt berekend in verhouding tot de tewerkstellingsgraad en de arbeidsregeling van de werknemer.

§ 2. Voor de deeltijdse werknemers wordt het bedrag van het forfaitair gedeelte van de premie berekend naar rato van hun arbeidsregeling in verhouding tot de voltijdse arbeidsregeling die in de onderneming wordt toegepast.

§ 3. De graad van tewerkstelling wordt berekend in functie van de periode, tijdens welke arbeidsprestaties of hiermee gelijkgestelde prestaties worden geleverd bij de werkgever tijdens de referteperiode. De referteperiode loopt van 1 januari 2020 tot 30 september 2020.

Elke gewerkte of gelijkgestelde maand tijdens de referteperiode geeft recht op 1/9de van het bedrag van de premie.

Een onvolledige maandprestatie wordt berekend naar rato van het aantal gepresteerde of gelijkgestelde dagen in de loop van de maand.

§ 4. Worden gelijkgesteld met een tewerkstellingsperiode in de zin van § 3 van dit artikel:

- de afwezigheidsperiode gedekt door een gewaarborgd loon omwille van een niet-arbeidsgerelateerde ziekte of een ongeval;
- de afwezigheidsperiode die recht geeft op de betaling van een loon vanwege de werkgever (bijvoorbeeld: kort verzuim, de totaliteit van de jaarlijkse vakantiedagen van de bediende zelfs als de werkgever er slechts een gedeelte van betaalt...);
- de jaarlijkse vakantieperiode voor de arbeiders;
- de periode van afwezigheid in het kader van pre- of postnataal verlof zoals bedoeld in hoofdstuk 4 van de arbeidswet van 16 maart 1971;
- de periode van het vaderschaps- of geboorteverlof bedoeld in artikel 30, § 2 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

- de periode van het verlof voor pleegzorg bedoeld in artikel 30ter van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;
- De periode van tijdelijke werkloosheid wegens quarantaine.

### **HOOFDSTUK III. *Bijzondere bepalingen***

**Art. 6.** De partijen komen uitdrukkelijk overeen dat het voordeel toegekend in deze collectieve arbeidsovereenkomst slechts effectief zal worden toegekend aan de werknemers voor zover het College van de Franse Gemeenschapscommissie integraal de subsidies betaalt bestemd voor de financiering van het bedrag bedoeld in artikel 4 binnen de termijnen die de vereffening ervan mogelijk maken.

In het geval dat de subsidies beschreven in dit artikel zouden worden betaald binnen een termijn die de vereffening zoals bedoeld in artikel 3 niet mogelijk maakt, moet de werkgever ze aan de werknemer storten uiterlijk binnen de maand die volgt op de vereffening van de betreffende subsidie door de Administratie

### **HOOFDSTUK IV. *Inwerkingtreding***

**Art. 7.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2020. Zij wordt gesloten voor bepaalde tijd en houdt op van kracht te zijn op 31 maart 2021.

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de notulen van de vergadering die zijn ondertekend door de voorzitter en de secretaris en goedgekeurd door de leden.